

**Assemblée générale**

Distr. générale
29 février 2012
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur la détention arbitraire

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention
arbitraire à sa soixante et unième session,
29 août-2 septembre 2011**

N° 41/2011 (Royaume d'Arabie saoudite)

Communication adressée au Gouvernement le 9 février 2011

Concernant: Ali Khassif Saïd Al Qarni (ci-après M. Al Qarni)

L'État n'est pas partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

3. M. Al Qarni, né en 1982, résidant habituellement à La Mecque avec sa famille, est étudiant en littérature arabe.

4. Selon les renseignements reçus, le 5 décembre 2007, M. Al Qarni a été arrêté à Riyad par des agents des services de renseignements, Al Mabahith Al-Aama. Il aurait été détenu au secret plusieurs semaines durant avant d'être transféré à la prison de Dahban à Jeddah, où il se trouve actuellement détenu sans jugement.

5. La source indique que, quelques mois avant son arrestation, M. Al Qarni avait participé à un séminaire sur les droits de l'homme organisé à Doha (Qatar) du 27 au 30 mars 2007 et que l'arrestation de l'intéressé semble liée à sa participation audit séminaire. M. Al Qarni n'a pas été informé des motifs de son arrestation et aucun mandat d'arrêt ne lui a non plus été décerné. Selon les informations reçues, M. Al Qarni n'a fait l'objet d'aucune inculpation et n'a pas été présenté à un juge. Selon les mêmes informations, il a seulement été interrogé sur ses activités en tant que défenseur des droits de l'homme. Selon la source, il existe des raisons de croire que l'arrestation et la détention de M. Al Qarni visent uniquement à empêcher celui-ci de poursuivre ses activités pacifiques.

6. La source affirme que l'arrestation et le maintien en détention de M. Al Qarni se sont déroulés hors de tout cadre juridique et que l'intéressé n'a jusqu'ici été autorisé à rechercher aucune aide judiciaire. M. Al Qarni n'a effectivement pas pu contester la légalité de sa détention devant aucune autorité compétente.

7. La source soutient que la privation de liberté de M. Al Qarni est une conséquence directe de ses activités pacifiques de défenseur des droits de l'homme, telles que reconnues par l'Assemblée générale dans sa résolution 53/133 du 9 décembre 1998, et de l'exercice de son droit à la liberté d'opinion et d'expression, garanti par l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Réponse du Gouvernement

8. Le Groupe de travail a transmis les allégations au Gouvernement de l'Arabie saoudite et a demandé à celui-ci de lui fournir dans sa réponse des informations détaillées sur la situation actuelle de M. Al Qarni et de préciser les dispositions juridiques qui justifiaient le maintien de l'intéressé en détention.

9. Le Groupe de travail regrette qu'il n'ait pas reçu de réponse du Gouvernement, dont la coopération eût été la bienvenue.

Délibération

10. Conformément à ses Méthodes de travail révisées, le Groupe de travail est en mesure de rendre son avis sur la base des informations reçues.

11. Sur la base des informations qui lui ont été fournies et vu l'absence de réponse du Gouvernement, le Groupe de travail constate que M. Al Qarni, arrêté le 5 décembre 2007, n'a à aucun moment été informé des motifs de sa détention et qu'aucune charge pesant sur lui ne lui a été formellement notifiée. Le Groupe de travail constate qu'il n'existe aucune information indiquant que l'intéressé a été présenté à un juge, ou qu'il a bénéficié de l'aide d'un conseil. Selon les informations reçues, aucun fondement légal n'a été invoqué pour justifier l'arrestation et la détention de M. Al Qarni. La seule explication possible du moment de l'arrestation et du maintien en détention de celui-ci est que l'arrestation a eu lieu immédiatement après que l'intéressé a assisté à un séminaire sur les droits de l'homme au Qatar et qu'elle a un lien avec ses activités de défenseur des droits de l'homme.

12. La détention de M. Al Qarni est contraire à l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui dispose que nul ne peut être arbitrairement arrêté ou détenu. En l'espèce, il est clair que la détention de M. Al Qarni est dépourvue de fondement légal. Le Groupe de travail conclut dès lors que la privation de liberté de M. Al Qarni est arbitraire, en ce qu'elle relève de la catégorie I des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

13. La détention de M. Al Qarni est aussi contraire à l'article 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui dispose que toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial. Un aspect fondamental de ce droit est la possibilité pour toute personne détenue de contester la légalité de sa détention. Le Conseil des droits de l'homme et la Commission des droits de l'homme ont tous deux énoncé ce principe, notamment dans la résolution 1992/35 de la Commission en date du 28 février 1992, dans laquelle la Commission invite tous les États qui ne l'ont pas encore fait à mettre en place une procédure telle que l'*habeas corpus* pour permettre à toute personne privée de sa liberté d'introduire une instance devant un tribunal afin que celui-ci puisse se prononcer sans délai sur la légalité de sa détention et ordonner sa mise en liberté si la détention est jugée illégale. M. Al Qarni n'a pas pu contester la légalité de sa détention devant un tribunal compétent; il n'a pas eu accès à un avocat et n'a pas pu entrer régulièrement en contact avec sa famille. L'inobservation de normes internationales relatives à un procès équitable décrites ci-dessus rend la privation de liberté de l'intéressé arbitraire, en ce qu'elle relève de la catégorie III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

14. Le Groupe de travail constate avec préoccupation la tendance systématique du Gouvernement de l'Arabie saoudite à garder le silence lorsque l'occasion lui est donnée de répondre aux allégations formulées par une source d'informations dans des affaires concernant des accusations de détention arbitraire dont est saisi le Groupe de travail. Il existe une tendance de plus en plus marquée à arrêter et à détenir des personnes qui exercent leurs droits fondamentaux de l'homme, en particulier leur droit à la liberté d'opinion, d'expression et d'association (voir, par exemple, les avis n° 22/2008, n° 36/2008, n° 37/2008, n° 2/2011, n° 10/2011 et n° 30/2011 du Groupe de travail). Le cas de M. Al Qarni montre en outre que la pratique consistant à ne pas dûment respecter les droits fondamentaux de l'homme est devenue la règle et non l'exception. Sur la base des éléments dont il dispose, le Groupe de travail conclut que la détention de M. Al Qarni est arbitraire, en ce qu'elle relève de la catégorie II des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

15. Le Groupe de travail rappelle au Gouvernement de l'Arabie saoudite que le droit international coutumier interdit la détention arbitraire. Cette interdiction a été reconnue avec l'autorité de la chose jugée en tant que norme impérative du droit international ou *jus cogens* (voir l'Observation générale n° 29 (2001) du Comité des droits de l'homme sur l'état d'exception, par. 11), qu'invoque le Groupe de travail dans ses avis. L'arrêt rendu le 30 novembre 2010 par la Cour internationale de Justice dans l'affaire *Ahmadou Sadio*

Diallo (République de Guinée c. République démocratique du Congo) et, en particulier, l'analyse par le juge Cançado Trindade de l'arbitraire dans le droit international coutumier* ont aussi été adoptés par le Groupe de travail. Les décisions contenues dans les avis du présent groupe de travail et par des titulaires de mandat relevant des autres procédures spéciales des Nations Unies constituent une autre source de référence.

Avis et recommandations

16. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant:

La privation de liberté de M. Al Qarni est arbitraire, en ce qu'elle relève des catégories I, II et III du Groupe de travail, parce qu'elle est dénué de fondement légal et est contraire aux articles 9, 10 et 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

17. En conséquence, le Groupe de travail demande au Gouvernement de l'Arabie saoudite de libérer immédiatement M. Al Qarni et de rendre la situation de l'intéressé compatible avec les normes et principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

18. Compte tenu des conséquences fâcheuses que l'arrestation et la détention injustifiées de M. Al Qarni ont eues sur celui-ci et sa famille, le Groupe de travail demande au Gouvernement de l'Arabie saoudite de veiller à ce qu'une réparation appropriée soit accordée à l'intéressé.

19. Le Groupe de travail exhorte et invite le Gouvernement de l'Arabie saoudite à ratifier le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

[Adopté le 2 septembre 2011]

* Voir Cour internationale de Justice, *Ahmadou Sadio Diallo (République de Guinée c. République démocratique du Congo)*, arrêt du 30 novembre 2010, *C.I.J. Recueil 2010*, par. 79; voir aussi l'opinion individuelle de M. le juge Cançado Trindade, p. 26 à 37, par. 107 à 142.